

#### **Hautes Terres Communauté**

Le 27 mai 2024

Recu en préfecture le 29/05/2024

Envoyé en préfecture le 29/05/2024



Publié le 29/05/2024

ID: 015-200066637-20240527-2024\_DPRSDT\_195-AR

# DECISION PRESIDENT N°2024-DPRSDT-19

4.2 - Personnel contractuel

# EXTRAIT DU REGISTRE DES DECISIONS DU PRESIDENT

## Le Président de Hautes Terres Communauté

Objet: Recrutement d'un agent contractuel pour accroissement temporaire d'activité au sein du service ALSH

Vu le Code général de la fonction publique et notamment l'article L.332-23-1°;

Vu le décret n°88-145 du 15 février 1988 modifié relatif aux agents contractuels de la fonction publique territoriale;

Vu la délibération du Conseil communautaire n°2024-CC-085 en date du 11 avril 2024 portant délégation d'attributions du Conseil au Président ;

Considérant qu'il est nécessaire de recruter un agent contractuel à temps non complet pour les tâches d'entretien des locaux recevant l'ALSH durant les vacances d'été, du 08 juillet au 14 août 2024;

Considérant que le candidat remplit les conditions générales de recrutement énumérées à l'article 2 du décret susvisé du 15 février 1988 modifié, dont l'aptitude physique est attestée par certificat médical;

### DECIDE

Article 1: De recruter, en application de l'article L.332-23-1° du Code général de la fonction publique, un agent contractuel pour la période du 08 juillet au 14 août 2024 ;

Article 2 : Que les conditions principales d'embauche sont les suivantes :

- Fonction: agent d'entretien des locaux;
- Durée de la mission : 34 heures au contrat ;
- Rémunération : sur IB 397, IM 366 (minimum de traitement), 10 % de congés payés, et prime de précarité à hauteur de 10 % de la rémunération brute ;

Article 3 : Les crédits correspondants sont inscrits au budget primitif 2024 ;

Article 4 : Il sera rendu compte de la présente décision au prochain Conseil communautaire ;

Article 5 : Madame la Directrice de Hautes Terres Communauté et Monsieur le Comptable public sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Le Président.

Didier ACHAL

La présente décision peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clemont-Ferrand dans un délai de deux mois, à compter de sa publication.